

Arrêté n° PCICP2023058-0001

Arrêté de mise en demeure et de mesures conservatoires de la société AUBE BEDDING située sur le territoire de la commune de BAR-SUR-AUBE

—
La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 93/3431 du 26 octobre 1993 autorisant la société DUMESTE à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées à autorisation sur le territoire de la commune de BAR-SUR-AUBE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 06-1234 du 29 mars 2006 autorisant la société CAUVAL INDUSTRIES à exercer de nouvelles activités à déclaration sur le territoire de la commune de BAR-SUR-AUBE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° SG-2015188-0001 du 2 juillet 2015 portant prescriptions complémentaires à la société CAUVAL INDUSTRIES ;

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 10 février 2020 au bénéfice de la société AUBE BEDDING ;

VU le dossier de « porter à connaissance » du 20 juin 2022 reçu le 12 juillet 2022 sollicitant une demande de modifications des conditions d'exploiter du site de la société AUBE BEDDING ;

VU le rapport SAU/VR/MT n° 22-481 de l'inspection des installations classées de la DREAL GRAND-EST établi à la suite de la visite d'inspection du 14 octobre 2022 ;

VU les remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure, reçu par courrier du 25 janvier 2023 ;

CONSIDÉRANT que la société AUBE BEDDING stocke des matières premières et de produits finis combustibles dans des entrepôts couverts ;

CONSIDÉRANT que la société AUBE BEDDING est dorénavant soumise aux prescriptions applicables à la rubrique 1510 sous le seuil de l'enregistrement de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'instruction du dossier de « porter à connaissance » du 20 juin 2022 sollicitant une demande de modifications des conditions d'exploiter du site de la société AUBE BEDDING démontre que les modifications des activités non réglementées sur site relèvent de nombreuses non-conformités non régularisées ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a mis en exergue que les installations ne respectaient pas la réglementation, notamment l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 sous le seuil de l'enregistrement ;

CONSIDÉRANT que la société AUBE BEDDING est dorénavant soumise aux prescriptions applicables à la rubrique 1510 sous le seuil de l'enregistrement de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les installations sont exploitées sans l'enregistrement requis par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-7 du code de l'environnement dispose que :

« I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. » ;

CONSIDÉRANT que face à ces non-conformités, il convient donc de mettre en demeure la société AUBE BEDDING de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDÉRANT qu'il convient pour la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, de prescrire à la société des mesures conservatoires jusqu'à la décision concernant la régularisation de l'installation ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – MISE EN DEMEURE

La société AUBE BEDDING, dont le siège social est situé 45, Rue du Cardinal Lemoine – 75005 PARIS, est mise en demeure, **sous 6 mois**, de régulariser la situation administrative de ses installations exploitées rue Edouard Estevez sur le territoire de la commune de BAR-SUR-AUBE (10200).

ARTICLE 2 – MESURES CONSERVATOIRES

La société AUBE BEDDING est autorisée à poursuivre son exploitation dans les conditions suivantes :

- de poursuivre le stockage de matières premières contenant un maximum de matières combustibles de 500 tonnes dans les bâtiments sprinklés, sous réserve :
 - de stocker les matières en forme d'îlots limités de la façon suivante :
 - 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
 - 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
 - 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum ;Ces dispositions seront conformes sous un délai de 15 jours.
 - de vérifier périodiquement la conformité des installations électriques dans chacun des bâtiments de stockage (la première vérification ayant lieu au plus tard sous 1 mois) et de corriger l'ensemble des non-conformités majeures sous un délai de 3 mois ;
 - de réaliser des rondes périodiques 24h/24h (sous un délai 1 mois) ;
 - de réaliser périodiquement un exercice incendie (le premier ayant lieu au plus tard sous 1 mois) ;
- et de limiter le stockage de produits finis représentant un maximum de matières combustibles de 750 tonnes, étant précisé que ces bâtiments ne sont pas sprinklés, sous réserve de :
 - de stocker les matières en forme d'îlots limités de la façon suivante :
 - 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
 - 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
 - 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum ;
 - de positionner le stockage interne à une distance de 6 mètres du mur longeant la voie ferrée des bâtiments 5, 9 et 21 ;Ces dispositions seront conformes sous un délai de 15 jours.
- de réaliser des rondes périodiques 24h/24h ou d'implanter des caméras thermiques dans chacun des bâtiments de stockage (sous un délai 1 mois) ;
- de vérifier périodiquement la conformité des installations électriques dans chacun des bâtiments de stockage (la première vérification ayant lieu au plus tard sous 1 mois) et de corriger l'ensemble des non-conformités majeures sous un délai de 3 mois ;

- de disposer, dans chacun des bâtiments de stockage d'extincteurs en quantité adaptée (sous un délai 1 mois) ;
- d'interdire toutes sources d'ignition dans ces bâtiments (autres que celles indispensables au maintien de l'activité) ;
- de réaliser périodiquement un exercice incendie (le premier ayant lieu au plus tard sous 1 mois).

Le site dispose de quatre poteaux incendie alimentés par le réseau d'eau de la ville et trois poteaux incendie alimentés par les cuves du dispositif de sprinklage, à savoir :

- une cuve de 900 m³,
- une cuve de 480 m³.

Le non-respect de ces dispositions est de nature à motiver la suspension du fonctionnement des installations jusqu'à la décision concernant leur régularisation, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – SANCTIONS

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société AUBE BEDDING.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **27 FEV. 2023**

La préfète,



Cécile DINDAR

Voies et délais de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.